

---

**hommes  
& migrations**

---

## **Hommes & migrations**

Revue française de référence sur les dynamiques migratoires

**1311 | 2015**

**Femmes et migrations**

---

# **Des associations de femmes migrantes au sein de la société civile**

Une reconnaissance ambivalente et polysémique

**Simona Mattia et Mélodie Beaujeu**

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3310>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3310

ISSN : 2262-3353

### **Éditeur**

Musée national de l'histoire de l'immigration

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 juillet 2015

Pagination : 123-130

ISBN : 978-2-919040-32-2

ISSN : 1142-852X

### **Référence électronique**

Simona Mattia et Mélodie Beaujeu, « Des associations de femmes migrantes au sein de la société civile », *Hommes & migrations* [En ligne], 1311 | 2015, mis en ligne le 01 juillet 2018, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3310> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.3310

---

Tous droits réservés

# DES ASSOCIATIONS DE FEMMES MIGRANTES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

## UNE RECONNAISSANCE AMBIVALENTE ET POLYSÉMIQUE

par SIMONA MATTIA, chargée de mission à Enda Europe, et MÉLODIE BEAUJEU, doctorante en science politique au Centre d'études européennes (Sciences Po).

Si la féminisation est une des grandes tendances des phénomènes migratoires depuis les années 1990, les femmes migrantes restent relativement invisibles dans les espaces publics des sociétés d'accueil, où elles demeurent la cible de représentations stéréotypées. L'invisibilité sociale de ces femmes se nourrit aussi des rôles qu'on leur fixe et des discours attendus auxquels elles doivent correspondre. Ce type d'assignations culturelles ou identitaires se retrouve dans les échanges entre les associations de femmes migrantes et d'autres acteurs associatifs.

**L**

La littérature disponible sur les dynamiques associatives des femmes migrantes invite à les appréhender à la lumière des rapports de domination et des hiérarchies de sexe, de race et de classe. Catherine Quiminal relève dans les appellations d'associations de type "association des femmes africaines de..." une triple affirmation identitaire. Elle observe la manière dont la difficulté de vivre en tant qu'immigrée africaine en France est traduite par les militantes dans l'appropriation et la réinvention d'un statut triplement minorisé. Son analyse encourage à étudier ces associations comme des "lieux où se façonne une identité 'africaine' nouvelle dans son aspect relationnel et de rupture avec le milieu d'accueil". Les

stratégies de "présentation de soi", au sens de Goffman<sup>2</sup>, développées par ces femmes sont à inscrire dans leur expérience discriminatoire comme une tentative de négociation et de rupture avec les assignations identitaires qui leur sont imposées par les hommes, par les "Français", mais aussi par d'autres femmes. La pertinence du choix d'un tel cadre analytique est confirmée par les enquêtes de terrain sur la place sociale des militantes associatives migrantes. Dans son étude des engagements associatifs des femmes originaires du Mali dans une ancienne ville ouvrière française, Elise Palomarès observe ainsi la manière dont le statut minoritaire implique de composer avec une assignation de leur

1. Catherine Quiminal, "Comment peut-on être africaine en France ?", in *Journal des anthropologues*, n° 72-73, 1998, p. 93.

2. Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975.

activité aux marges de la vie politique locale et à des rôles sociaux définis par ce même statut : l'animation locale, l'éducation des enfants<sup>3</sup>.

Ce constat du confinement accompagne celui de l'invisibilisation qui s'affiche comme un paradoxe face aux multiples formes de mobilisation des femmes migrantes en France. La déconstruction de ce paradoxe repose sur l'identification de plusieurs "opérateurs" de la mise en visibilité : les médias, les institutions, mais aussi les sciences sociales, qui choisissent de montrer certaines mobilisations au détriment d'autres<sup>4</sup>. Comme le souligne Umut Erel, la question n'est alors pas tant de savoir si les femmes migrantes sont visibles mais comment elles le sont<sup>5</sup>. Il est pour cela nécessaire de tenir

Ce constat du confinement accompagne celui de l'invisibilisation qui s'affiche comme un paradoxe face aux multiples formes de mobilisation des femmes migrantes en France.

compte du positionnement de ces associations en relation avec d'autres acteurs participant à la définition des "règles du jeu" au sein de chaque espace social.

Des analyses situées et contextualisées, prenant en compte la place sociale des différents acteurs en présence, s'avèrent donc néces-

saires en vue de mettre en lumière des tactiques de légitimation, des compromis, des contradictions résultant de la négociation entre des objectifs de lutte, des tensions internes et des contraintes structurelles.

## Une relecture réflexive de pratiques et expériences professionnelles

Nos analyses sont fondées sur un matériau qualitatif collecté dans le cadre de nos activités professionnelles. La méthode est empirique et déductive : ces observations n'ont pas résulté d'un protocole

de recherche mais ont fait l'objet d'une réflexivité autocritique a posteriori. Ces analyses n'ont donc pas de prétentions généralisatrices mais visent à proposer un éclairage particulier en prolongeant la littérature existante.

Les observations ont porté sur des expériences d'interactions multisituées entre une dizaine d'associations de femmes migrantes originaires, en majorité, de pays d'Afrique subsaharienne, d'une part, et une série d'autres organismes (15 environ) : institutions publiques nationales et municipales, ONG de solidarité internationale, de défense des droits des migrants, associations féministes, d'autre part. Toutes les organisations concernées sont basées en Île-de-France. Ces interactions sont caractérisées par des recherches d'alliances, des rapports de pouvoir, de concurrence parfois, qui s'accompagnent d'une production intense de catégories autour de l'enjeu de visibilité et de reconnaissance des "femmes migrantes", par les principales concernées et par leurs interlocuteurs<sup>6</sup>. Ce sont ces décalages entre identité sociale réelle et identité sociale virtuelle que nous souhaitons mettre en lumière au sein de "la société civile" parfois appréhendée de manière homogène, les recherches existantes étant surtout centrées sur les relations entre les associations et les autorités publiques nationales ou locales. Cet article s'intéresse particulièrement aux militantes immigrées d'Afrique subsaharienne. Les associations observées ont été fondées pour la plupart dans les années 1990 et sont de différentes tailles, allant de petites associations de quartier à des fédérations regroupant au moins une dizaine d'associations réparties sur différents territoires. Ces dernières ont été créées récemment, dans un contexte de montée en puissance de l'enjeu de la "féminisation des migrations" et des problématiques des femmes migrantes dans l'espace public<sup>7</sup>. La présentation d'une étude de cas devrait

3. Élise Palomares, "Contester le racisme en mode mineur". Engagements associatifs de femmes originaires du Mali", in *Sociétés contemporaines*, vol. 2, n° 70, 2008, pp. 45-69. 4. Adelina Miranda, Nouria Ouali, Danièle Kergoat, "Les mobilisations des migrantes : un processus d'émancipation invisible ?", in *Cahiers du genre*, 2011, n° 51, pp. 5-24. 5. Umut Erel, "Rendre visible l'activisme des femmes migrantes", in *Cahiers du genre*, vol. 2, n° 51, 2011, pp. 135-154. 6. Lilian Mathieu, "Quand la sociologie de l'action collective rencontre les identités. État des lieux et perspectives", in Valérie Sala Pala, Lionel Arnaud, Sylvie Ollitrault, Sophie Rétif (dir.), *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux : classe, ethnicité, genre*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 31.

7. Marion Manier, "L'engagement en faveur de l'émancipation des 'femmes de l'immigration' dans les associations d'action sociale. Frontières interethniques et de genre", in Valérie Sala Pala, Lionel Arnaud, Sylvie Ollitrault, Sophie Rétif (dir.), *op. cit.*

permettre de dégager des questionnements spécifiques, selon nous, aux interactions entretenues entre des associations de femmes migrantes et différents acteurs associatifs.



## Un partenariat autour du codéveloppement

L'expérience de partenariat concerne une association composée exclusivement de bénévoles et présidée par une femme originaire d'un pays d'Afrique de l'Ouest, que l'on appellera X, et une ONG de solidarité internationale, avec une équipe salariée, basée en France. L'association X est composée à la fois de femmes originaires d'un pays d'Afrique de l'Ouest, généralement étrangères, et de femmes françaises, nées en France. Son action, très locale, est bien connue par la mairie d'arrondissement. Elle est aussi proche d'autres associations dont les membres font partie de la famille de la présidente et/ou sont originaires du même village, parmi lesquelles l'association Y, composée exclusivement d'hommes, avec laquelle les contacts sont fréquents. Cette dernière est plus ancienne que l'association X, sa date de création remontant aux années 1970. Sa structure et son activité sont caractéristiques de celles de nombreuses associations de migrants créées à la même époque, fondées sur la solidarité villageoise dans le pays d'origine et entre résidents de foyer dans la région parisienne.

En 2008, la présidente de l'association X rencontre une salariée de l'ONG et lui expose son souhait de construire des actions de plus grande envergure, à destination des femmes en région parisienne et/ou dans son village d'origine. La salariée lui propose alors de répondre communément à un appel municipal à projets de développement. La présidente accepte et s'ensuivent plusieurs réunions de travail, dans les locaux de l'ONG. Dès la première réunion, la présidente est accompagnée d'un homme qu'elle présente d'abord comme un membre de sa

famille et qui s'avère être le président de l'association Y. Dès que l'acceptation du projet est officialisée auprès des deux associations X et Y, un "renfort" arrive de chaque côté, marqué en particulier par la participation de plusieurs membres de l'association Y. Ces derniers monopolisent les échanges lors des réunions et contestent le projet, en particulier ses aspects financiers et la part de financement dédiée à l'ONG, estimée excessive, alors que ce point n'a jamais été relevé auparavant. La présidente de l'association X confie à la salariée de l'ONG qu'elle est soumise à des pressions de la part de membres de l'association Y, qui tentent de la persuader de mettre fin au partenariat avec l'ONG, au bénéfice des deux autres associations (X et Y). Les rencontres entre les membres des trois associations deviennent très houleuses et prennent un tour nettement conflictuel. Après discussion en interne, l'ONG décide de se retirer du projet, afin d'éviter des pressions et des conflits supplémentaires, et le notifie par lettre à l'association X. Tout contact cesse entre l'ONG et les deux autres associations.

Ce paradigme du "migrant comme acteur de développement" tend à devenir un critère de sélection en soi pour participer à certaines journées de mobilisation de la société civile au niveau international.



## Assignation des rôles et conditionnement normatif

Cette expérience concentre, de manière imbriquée, plusieurs problématiques qu'il convient de distinguer. Elle illustre, d'abord, une imposition par l'association d'hommes d'une division du travail associatif, entre les associations de femmes en charge des questions relatives aux conditions de vie en France et les associations masculines responsables de l'amélioration des actions au sein des villages d'origine. Cette répartition repose sur une certaine réalité historique et sociologique<sup>8</sup>. Elle a également été remarquée dans d'autres mouvements

8. Abdoul Hameth Ba, "Femmes africaines immigrées responsables d'association face aux enjeux de citoyenneté et de développement : entre mimétisme et innovation en Île-de-France et dans le Nord-Pas-de-Calais", in *Espace populations sociétés*, n° 2-3, 2014.

de femmes migrantes par des auteurs qui analysent la naturalisation des catégories d'intervention de ces associations par les autorités locales<sup>9</sup>. Dans notre cas, l'assignation de l'association X à un type délimité d'activités provient aussi de l'association d'hommes. Elle est aiguïlée par l'enjeu de l'accès à une subvention publique.

Pour autant, si le conflit a atteint cette intensité, jusqu'à aboutir au retrait de l'ONG, c'est parce qu'il est né d'injonctions contradictoires pesant sur l'association X et, en particulier, sur sa présidente. En effet, l'ONG a aussi été porteuse d'une attente normative forte vis-à-vis de l'association de femmes, dans un contexte de montée en puissance du paradigme du codéveloppement dans les milieux de la coopération depuis le début des années 1990, et notamment des discours portés par les institutions internationales et par les ONG de promotion des femmes migrantes comme "actrices du déve-

loppement". Ce paradigme du "migrant comme acteur de développement" tend à devenir un critère de sélection en soi pour participer à certaines journées de mobilisation de la société civile au niveau international<sup>10</sup>.

L'attente normative de la part de l'ONG semble donc l'avoir emporté sur l'analyse lucide des objectifs collectifs et des

capacités réelles de l'association, au-delà du "vœu" individuel de sa présidente. De ce fait, cette dernière s'est trouvée prise au piège entre deux injonctions contradictoires de la part de deux acteurs investis d'une forte légitimité dans le domaine concerné. À cela s'est ajoutée l'influence de personnalités au sein de l'association X qui a encore complexifié le processus de décision, notamment de femmes blanches nées en France, élues de partis de gauche, s'inscrivant dans un registre féministe "universaliste". Celles-ci ont contribué à

créer de la confusion en oscillant entre une opposition ouverte et souvent frontale vis-à-vis de la mainmise des hommes sur le projet et l'expression d'une méfiance envers l'ONG qui cherchait, à leurs yeux, à instrumentaliser l'association X. On voit donc ici comment l'imbrication d'attentes normatives, résultant de catégories ou d'identités projetées de la part de structures se positionnant en soutien de l'association X, a pu aboutir à une situation conflictuelle et à la rupture du partenariat. On peut se demander quelles sont les implications de cette expérience sur le constat de la visibilité sélective des associations.

## Associations de femmes migrantes et acteurs du militantisme "universaliste"

Plusieurs auteurs ayant étudié la relation des associations de femmes migrantes avec les institutions locales remarquent la manière dont ces relations sont conditionnées par l'acceptation d'un confinement à des rôles sexués et racisés<sup>11</sup> : leur légitimité est limitée à un cadre normatif précis, celui d'actions et d'animations sociales inscrites dans leur communauté<sup>12</sup>. En revanche, lorsqu'il s'agit d'identifier les acteurs pertinents pour porter un message "universaliste" de lutte contre le racisme ou sur les problématiques plus générales du féminisme, ces associations tendent à ne plus être perçues comme des lieux-ressources, mais plutôt comme "publics" ou "bénéficiaires" des actions, remarque que nous avons souvent entendue chez les responsables des associations de femmes migrantes qui ont été nos partenaires.

Il nous semble ici nécessaire de relever trois dimensions fortement imbriquées concourant au confinement de ces associations à des rôles particuliers et leur soudaine perte de légitimité lorsqu'il s'agit de se faire représentantes d'une "cause" plus générale. D'abord, on ne saurait évoquer les méca-

On voit donc ici comment l'imbrication d'attentes normatives, résultant de catégories ou d'identités projetées de la part de structures se positionnant en soutien de l'association X, a pu aboutir à une situation conflictuelle et à la rupture du partenariat.

9. Elise Palomares, *op. cit.* 10. Ces analyses sont basées sur des observations réalisées lors des successifs forums mondiaux annuels "migration et développement" depuis 2007. 11. Adelina Miranda, Nouria Ouali, Danièle Kergoat, *op. cit.* ; Umut Erel, *op. cit.* 12. Elise Palomares, Aude Rabaud, "Minoritaires et citoyens ? Faites vos preuves !", in *L'Homme et la Société*, 2006, pp. 135-160.

Quintie : *"On me prend souvent pour une Française des Antilles. Mes boucles d'oreilles montrent à tous que je suis africaine et fière de l'être."* © SOPHIE PASQUET - HANS LUCAS.

nismes de construction de la légitimité des mouvements sociaux sans prendre en compte les conditions structurelles des relations entre les acteurs associatifs, marquées par la concurrence pour la course aux financements. Ensuite, les processus de construction de la légitimité sont à analyser à la lumière d'un contexte marqué par la naturalisation de la norme universaliste et de la *"color-blindness"*<sup>13</sup> dans la gestion publique de l'ethnicité en France. Enfin, d'une manière à première vue contradictoire par rapport à cette deuxième dimension, le confinement des mouvements de femmes migrantes s'explique aussi par une double lecture culturaliste des autres agents sociaux impliqués : celle de leur objet d'action, d'une part, et celle des problématiques féministes, d'autre part.

## Les contraintes structurelles de la relation multi-acteurs

Il convient de contextualiser ces problématiques au sein d'un espace social d'interactions entre différents acteurs. Cet espace est marqué par la professionnalisation, la fragilité structurelle, la conséquente et progressive institutionnalisation des associations intervenant dans le domaine des luttes antiracistes et féministes, et celle de la solidarité internationale. L'organisation de leurs activités s'inscrit désormais pour l'essentiel autour de financements fléchés sur des projets, répondant à des objectifs d'action publique définis par les financeurs institutionnels.

<sup>13</sup>. "Universaliste" est ici identifié à la notion de "mainstream", assez couramment utilisée dans les travaux de sociologie pour caractériser l'action du "courant majoritaire", ici l'action des associations qui travaillent pour "toutes les femmes" ou pour toutes les personnes en difficulté, en opposition aux organisations qui visent un public en particulier : les "femmes migrantes" et/ou une communauté nationale (les "femmes maliennes") ou villageoise (les femmes de... *nom d'un village du pays d'origine*).

C'est aussi dans une optique de légitimités concurrentes qu'il faut analyser l'adhésion, du moins formelle, des acteurs "universalistes" à l'ordre établi dans la lecture de la réalité sociale qui sous-tend la construction des politiques publiques. L'inscription normative des interactions entre ces acteurs et les

C'est aussi dans une optique de légitimités concurrentes qu'il faut analyser l'adhésion, du moins formelle, des acteurs "universalistes" à l'ordre établi dans la lecture de la réalité sociale qui sous-tend la construction des politiques publiques.

associations migrantes répond donc à des enjeux de légitimité et des stratégies de reconnaissance institutionnelle des acteurs. C'est également à partir de la prise en compte de ces contraintes structurelles que les associations de femmes migrantes font le choix de l'alliance avec ces mêmes acteurs ou acceptent de travailler sur

des activités qui n'étaient pas prévues dans leur objet, en s'efforçant de négocier, avec plus ou moins de succès, avec les rôles prédéterminés auxquels elles sont parfois assignées, comme nous l'avons illustré par le cas de l'association X.

## Une gestion publique "color-blind" de l'ethnicité

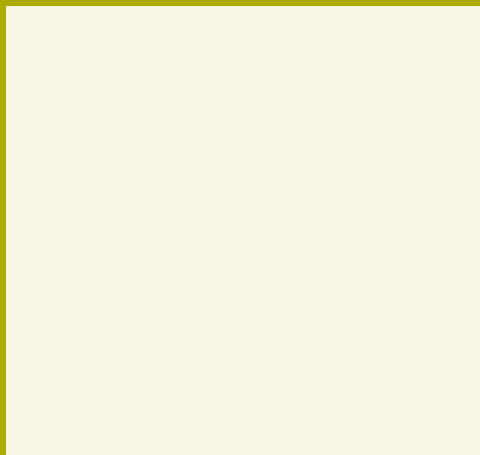
La deuxième dimension concerne les catégories de classement et de représentation de la réalité sociale par l'action publique, en ce qui concerne la gestion de la diversité. En effet, comme l'observe Jocelyne Streiff-Fénart, *"les points de vue normatifs selon lesquels l'homogénéité ou la diversité culturelles sont supposées représenter des valeurs en soi orientent fortement la façon dont on appréhende les valeurs particularistes portées par les immigrés"*<sup>14</sup>.

La norme universaliste, hostile aux expressions de particularismes, qui oriente les politiques sociales françaises, débouche sur la rationalisation des problématiques de la diversité au travers d'une gestion indirecte et détournée de l'ethnicité<sup>15</sup>. Ce contexte a des implications particulières dans les relations

entre les associations de femmes migrantes, les institutions locales, mais aussi les acteurs "universalistes" opérant sur les mêmes causes publiques (le racisme, le féminisme). La manière dont l'activité des associations de femmes migrantes fait l'objet d'inscriptions normatives croisées, au développement desquelles concourent autant les bailleurs et les institutions locales que les partenaires de la société civile, a été décrite plus haut : ces organisations "devraient" faire du codéveloppement, de l'animation locale... Leur légitimité est alors reconnue dans des conditions d'existence et de visibilité précises, inscrites dans le "local", dans le rapport et les circulations avec le pays d'origine. C'est dans ce lien avec l'ailleurs que leur appellation "communautaire" peut trouver un sens aux yeux des agents extérieurs. En revanche, lorsqu'il s'agit de se représenter "ici", en France, dans le quartier, les associations font souvent l'objet d'une autre injonction normative, répondant plutôt au paradigme universaliste : il leur est alors demandé de participer aux "fêtes de la diversité", de contribuer à la représentation du "bien vivre ensemble", de prendre part à des événements divers dans lesquels la différence est soit gommée au nom du métissage identitaire, soit présentée comme source de richesse, et en tout cas dépolitisée.

De plus, le soupçon de "communautarisme" et la lecture de leur action comme étant spécifique (ne concernant que leur communauté) et localisée (à l'échelle de leurs membres) constituent une entrave à la montée en généralité de messages politisés au sujet du racisme, de l'intégration, de la relation aux hommes, que les membres peuvent porter individuellement ou collectivement au sein de l'association. Le traitement public de ces causes est, en effet, la prérogative d'autres acteurs : associations féministes, associations de lutte contre toutes les formes de racisme... C'est à cette lumière aussi que l'on peut analyser les revendications portées par plusieurs des associations que nous avons connues, et en particulier des fédérations faisant

14. Jocelyne Streiff-Fénart, "À propos des valeurs en situation d'immigration : questions de recherche et bilan des travaux", in *Revue française de sociologie*, vol. 4, n° 47, 2006, p. 855. 15. L'ethnicité est ici entendue comme une forme de différenciation sociale et politique constitutive d'inégalités structurelles. Voir Marco Martiniello, *Penser l'ethnicité : identité, culture et relations sociales*, Liège, Presses universitaires de Liège, 2013.



Quintie, 26 ans, responsable administrative, Gabonaise.  
© SOPHIE PASQUET - HANS LUCAS.

valoir leur “ouverture culturelle”, la pluralité d’origines de leurs membres, par démarcation vis-à-vis d’associations masculines qui seraient marquées par l’“entre soi”.

## Une interprétation culturaliste de la place sociale des associations

Ces éléments nous amènent à la troisième dimension. Le soupçon de particularisme, pesant régulièrement sur les associations de femmes migrantes, notamment celles constituées sur une base villageoise ou régionale, implique que les mécanismes d’autodéfinition de ces femmes soient interprétés, par des agents extérieurs (les institutions, les associations “universalistes”), comme une externalisation d’appartenances essentialisées, qu’il s’agit alors de dépasser pour rejoindre les causes “universelles” de la lutte antiraciste, féministe, ou pour l’intégration. Ainsi, les mécanismes de “représentation de soi” de ces groupes minoritaires à l’égard du pays d’origine ne sont pas lus dans leur articulation par

rapport à d’autres groupes et à la société d’accueil. En d’autres termes, la superposition parfaite opérée par certains agents sociaux qui interagissent avec ces associations, entre l’identité déclarative de ces mouvements et la “vraie” identité de ses membres, empêche d’en reconnaître le caractère politique. Ces processus de délégitimation des mouvements de femmes migrantes ont été très fréquents lors de nos expériences de terrain. Les réactions des femmes concernées sont tout autant parlantes, dans la mesure où elles génèrent de nouvelles stratégies de légitimation. Ainsi, une représentante d’une association de femmes africaines avait l’habitude de nous communiquer sa “*fatigue*” de voir sa parole régulièrement mise à l’écart, lors de rassemblements féministes notamment, en raison du “*particularisme*” de son point de vue sur les enjeux des luttes des femmes. Cette militante défendait la nécessité de prendre en compte la spécificité de l’expérience migratoire dans les luttes pour l’égalité et, dans le même temps, montrait un attachement très fort aux symboles de la République française : le drapeau français porté avec fierté à l’occasion des événements mondiaux pour les droits des femmes, le souhait d’organiser les événements publics de l’association au sein de “lieux symboliques de la citoyenneté”, en l’occurrence les mairies.

## La culturalisation des positionnements féministes

La référence à la norme universaliste conduit donc certaines institutions locales et d’autres acteurs de terrain à écarter les associations de femmes migrantes de la représentation de causes allant au-delà de l’espace de légitimité qui leur est accordé. En même temps, lorsque les acteurs “légitimes” interviennent sur le terrain, il est courant d’assister au recours à la culturalisation des problématiques féministes : la violence de genre, les crimes d’honneur,

16. Elsa Dorlin, “Le grand strip-tease : féminisme, nationalisme et burqa en France”, in Achille Mbembe et al., *Ruptures postcoloniales*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 429-442.



l'homophobie, le sexisme étant supposés comme concernant particulièrement les migrant(e)s et leurs descendants<sup>16</sup>.

Une situation de terrain permet d'illustrer cette double facette des processus de minorisation. Nos partenariats avec des associations de femmes migrantes nous ont conduites à co-organiser des événements visant à "créer du dialogue" entre ces associations et les organisations féministes. Lors de ces débats, les militantes migrantes soulignaient le "paternalisme" gouvernant leurs relations avec les organisations féministes et disaient percevoir comme une stigmatisation ces injonctions à l'"émancipation" dont leurs publics faisaient l'objet. De leur côté, les représentantes des organisations féministes reprochaient aux militantes migrantes l'absence de "discours" féministe et prônaient la nécessité de dépasser les particularismes pour se réunir dans la lutte. Pourtant, il est intéressant de remarquer que les animateurs de ces rencontres inscrivaient d'emblée la contribution des militantes migrantes dans une approche de travail au quotidien sur le terrain, et spécifiquement orientée vers les problématiques "des migrantes". Ainsi, ce n'est pas sur le "discours" qu'on leur demandait d'intervenir, mais sur leurs priorités et leurs modes d'intervention. Une militante, dont on avait sollicité le témoignage lors de l'une de ces rencontres, déplorait le manque d'un temps de concertation préalable entre les militantes migrantes (qui ne se connaissaient pas toutes, avant de se réunir sur la tribune), temps qui aurait permis de construire justement ces "discours". On observe donc, en quelque sorte, une division des tâches naturalisée qui met, d'un côté, le travail quotidien concret des militantes migrantes pour aider d'autres femmes migrantes à s'en sortir et, de l'autre, le travail intellectuel d'émancipation de "toutes les femmes", revenant alors aux organisations "universalistes", porteuses d'un "discours" féministe en plus de leurs actions de terrain. Cette naturalisation de la répartition sociale des rôles est à la fois un schéma de fond dans les interactions entre ces différentes organisations et la source déclarée des tensions et incompatibilités qui les divisent.



## Déconstruire l'invisibilité : un enjeu de recherche-action

La légitimité confinée des mouvements de femmes migrantes et leur relative absence dans les lieux du débat public sur les problématiques féministes et antiracistes nous semblent donc devoir être interprétées à la lumière de l'imbrication des usages de la norme universaliste et d'une lecture culturaliste des mouvements de femmes migrantes. Le paradoxe de l'invisibilité et du dynamisme des associations de femmes migrantes trouve des explications dans l'analyse d'interactions entre différents acteurs régulées par des filtrages particuliers des représentations collectives et contraintes par des conditionnements structurels.

En conclusion, il convient de souligner quelques apports de la démarche de recherche-action poursuivie à travers cet article. Pour le praticien, cet exercice s'inscrit dans une exigence auto-imposée de réflexivité, rendue d'autant plus indispensable dans un contexte où les conditions structurelles du travail associatif n'encouragent pas toujours la remise en cause de soi. La confrontation avec l'analyse du praticien permettra au chercheur de mettre en évidence ces compromis pragmatiques qui font le quotidien de l'action et qui peuvent échapper à un protocole de recherche développé en dehors de cette proximité. À la lumière des considérations établies dans cet article, il nous semble que l'effort de réflexivité nécessaire du praticien, à travers le dialogue avec la recherche, devrait viser la déconstruction, d'une part, des places sociales auxquelles sont assignées les associations de femmes migrantes et, d'autre part, des attentes normatives qui circulent dans différents environnements institutionnels. Cette prise de distance réflexive, opérée en situation et en rapport avec la pratique professionnelle, permettrait d'ouvrir la voie à davantage de convergences et de complémentarité entre les discours et les visions des associations de "femmes migrantes" et des autres acteurs, évitant ainsi une division essentialisée du travail militant. ■